

Un leader politique en résidence surveillée a l'est du Burundi

PANA, 03/08/2009 Bujumbura, Burundi - Le président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), Alexis Sinduhije et une vingtaine de militants et sympathisants de ce parti se trouvent en résidence surveillée depuis dimanche soir à Ruyigi, une province de l'est du Burundi officiellement pour "tenue illégale d'une réunion publique", apprend-on de sources concordantes dans la région. Aux dernières nouvelles, deux femmes allaitantes ont été libérées, lundi matin, a rapporté le correspondant de l'Agence burundaise de presse (ABP) dans la région. Le reste du groupe aurait, par contre, reçu des renforts de militants et sympathisants venus nombreux de l'extérieur pour se masser autour de la résidence surveillée en guise de solidarité avec les "personnes s'acquiescentes", d'après toujours l'ABP.

Des jeunes autour du leader du MSD auraient, par ailleurs, réussi à décourager une tentative de la Police d'emporter l'ordinateur portable de M. Sinduhije. La tenue de réunions publiques des partis politiques est habituellement conditionnée à la demande et l'octroi d'une autorisation préalable de l'administration à la base. Le jeune leader politique a pu parler, lundi, aux correspondants de presse sur place à Ruyigi au téléphone et selon ses dires, il ne se serait rendu dans la région que pour une "simple visite familiale". Le cortège imposant du président du MSD dépasserait le cadre d'une "simple visite familiale", souligne-t-on du côté de la Police. L'ancien journaliste vedette de la Radio publique africaine (RPA, indépendante) n'en est pas à ses premiers débuts avec la Police nationale du Burundi et venait juste de sortir de prison après plusieurs mois d'incarcération pour le même chef d'accusation de "tenue illégale" d'une réunion publique. Il s'en était sorti grâce à de fortes pressions diplomatiques tous azimuts sur le pouvoir de Bujumbura. Le cas du MSD ne serait toutefois pas isolé et nombreux sont les partis politiques de l'opposition qui se plaignent également de "contraintes administratives" quand il s'agit de tenir des réunions publiques avec la base.